

UD 06296 -

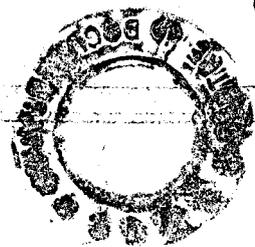
~~06296~~

15

Projet de loi / (Aucun point hydrologique / (OK vs) /

06296

INTRODUCTION



Eau et développement rural

L'eau est aussi vitale pour la vie de l'homme que l'air qu'il respire. L'eau est indispensable non seulement pour lui-même mais aussi pour les cultures et les animaux dont il dépend pour sa nourriture. Bien que notre planète ait de l'eau en abondance car elle couvre une superficie d'environ 1500 millions de km², seulement environ 3% de cette eau est potable et utilisable pour les besoins de l'homme. Pour la majorité de l'humanité, l'approvisionnement en eau douce à boire, pour les besoins d'hygiène, pour l'irrigation et pour les animaux domestiques est presque un problème quotidien. Dans les zones rurales des pays en voie de développement où vit la plus grande partie des populations du globe, les problèmes d'approvisionnement en eau sont particulièrement aigus. Dans ces régions, la population dépend de ce qui peut être fourni par les rivières, les lacs et les eaux de pluie, ainsi que par des puits. Dans certaines régions, les ressources naturelles ont été améliorées par des barrages et par des techniques modernes de stockage de l'eau mais, en général, les pays en voie de développement sont loin de posséder l'infrastructure permettant, comme dans les pays développés, de fournir dans des conditions normales l'eau potable à chaque famille, à l'agriculture et à l'industrie, elle aussi grande consommatrice d'eau!

X Dans les pays en voie de développement, l'eau peut aussi constituer un danger : elle véhicule des germes de maladies et peut être aisément contaminée par tous les déchets résultant de l'activité humaine et au fur et à mesure que la société industrielle s'étend, par d'autres pollutions créées par l'homme. Des maladies transmises par l'eau

peuvent affaiblir des populations entières, apporter la misère et amoindrir la capacité de production des travailleurs. Le transport de l'eau, assuré habituellement par les femmes sur de longues distances, est caractéristique de la vie quotidienne de beaucoup de pays en voie de développement; or, cette corvée d'eau représente elle aussi un énorme gaspillage de temps et d'efforts. Des catastrophes naturelles, telle que la grande sécheresse du Sahel, viennent compliquer les problèmes déjà difficiles des ressources en eau en menaçant la vie économique de régions entières. L'alimentation nécessaire aux populations croissantes du monde ne peut être fournie qu'en attribuant des ressources en eau suffisantes à l'agriculture. L'eau est si nécessaire à l'homme d'aujourd'hui et de demain qu'on peut bien se demander pourquoi c'est seulement en 1976 (conférence «Habitat») que la communauté internationale a considéré comme étant urgent l'objectif de fournir de l'eau à tous les hommes. La Conférence des Nations unies sur les établissements humains s'était fixée cet objectif pour 1990 et, en mars de cette année à Mar del Plata (Argentine), la Conférence des Nations unies sur l'eau s'est tenue pour examiner les moyens d'atteindre ce but. L'un des objectifs principaux de cette dernière conférence était de mieux faire connaître les problèmes de l'eau ainsi que le rôle majeur qu'elle joue dans le développement, particulièrement dans les campagnes. Il n'y a aucun doute que si l'objectif 1990 était atteint, cela apporterait une amélioration considérable et rapide dans la qualité de la vie de 80% des populations rurales du monde qui, actuellement, vivent sans avoir en quantité et en qualité l'eau nécessaire.

Le rôle de l'eau dans le développement rural

Par MAURICE J. WILLIAMS (*)

« Le développement vise de plus en plus à satisfaire les besoins fondamentaux de la population mondiale qui est en pleine expansion. Cette préoccupation relève d'une conception humaniste très répandue qui estime que l'homme est la mesure de toutes choses », et que le développement a pour but d'améliorer le sort des individus. En outre, on s'aperçoit de plus en plus que la condition indispensable pour que la croissance démographique se stabilise dans le monde est que les pays en voie de développement jouissent d'un niveau de vie décent, en ce qui concerne notamment les besoins primaires de l'homme : l'alimentation et la santé.

Les mesures intéressant l'eau se situent au cœur même des programmes de développement rural. Dans beaucoup de régions, l'accroissement de la production vivrière est fortement limité par le problème de l'eau. Cette production pourrait augmenter de manière spectaculaire, sous réserve que l'approvisionnement en eau soit régulier et suffisant et que, parallèlement, l'on utilise des méthodes culturales améliorées. C'est ainsi que, selon une récente étude japonaise, la production de riz pourrait doubler en Asie, au cours des quinze prochaines années, si les ressources en eau étaient plus abondantes aux endroits voulus et gérées de manière plus satisfaisante.

Pour que la santé des populations s'améliore, il importe que elles-ci disposent d'une eau potable et bénéficient de programmes d'hygiène de l'environnement. Dans les pays en voie de développement, plus d'un tiers des habitants doivent se contenter de boire une eau contaminée. Ces populations souffrent

d'affections chroniques transmises par l'eau et la pollution de l'eau constitue une cause habituelle de décès prématurés. La consommation d'eau potable, de meilleures conditions d'hygiène et une alimentation convenable contribueraient fortement à améliorer la santé et à réduire le taux de mortalité, ce qui ouvrirait à tous les pauvres du monde les perspectives d'une vie meilleure et conditionnerait leurs décisions quant aux dimensions de leur famille.

Les zones rurales des pays en voie de développement sont loin d'être les seules où il importe d'adopter des mesures visant à mieux gérer les ressources en eau. La consommation d'eau a fortement augmenté dans les pays industriels et, dans la plupart d'entre eux, on s'attend à un doublement de la demande en eau d'ici à la fin de ce siècle. L'utilisation excessive des capacités de l'eau à assimiler les déchets — par les agglomérations urbaines, les usines, les mines, les centrales et dans les opérations de recyclage — a entraîné des conséquences préjudiciables pour l'environnement et l'économie. Il est urgent de se donner les moyens de réduire les effets, sur les cours d'eau et les masses d'eau naturelles, de la pollution engendrée par les usages industriels et l'évacuation des déchets, et de concevoir des politiques permettant de répartir les coûts et les avantages.

Tels sont quelques-uns des multiples problèmes soumis à la Conférence des Nations-Unies sur l'eau, organisée à Mar del Plata en Argentine. Cette Conférence a pour but de préparer les différents pays et la communauté internationale à répondre à l'augmentation massive de la demande, s'agissant aussi bien des usages domestiques et industriels de l'eau, que de l'irrigation qui permettra d'intensifier la production vivrière au cours des prochaines décennies.

Selon les estimations figurant dans une étude effectuée récemment aux Etats-Unis par l'Institut international de recherches sur la politique alimentaire (International Food Policy Research Institute), les pays en voie de développement devraient augmenter leur production de céréales vivrières d'environ 4,25 % par an à partir de 1976 s'ils veulent éviter de connaître un grave déficit alimentaire en 1985. Ce pourcentage est plus de deux fois supérieur au taux de 1,7 % atteint par ces pays entre 1967 et 1974, et il dépasse très largement le taux moyen de 2,5 % par an qu'ils ont enregistré au cours de ces quinze dernières années.

Il est capital de développer les ressources en eau, si l'on veut augmenter la production vivrière. De nombreux pays en voie de développement possèdent un potentiel suffisamment important pour obtenir des récoltes largement supérieures grâce à l'irrigation et à une meilleure gestion de leurs ressources en eau.

Pourtant, l'urgence même du problème alimentaire peut engendrer des erreurs coûteuses. S'il est vrai que les terrains irrigués autorisent des rendements plusieurs fois supérieurs à ceux obtenus par la culture sèche, l'irrigation peut poser autant de problèmes qu'elle apporte de solutions à l'amélioration de l'agriculture. En effet, il arrive souvent que l'on ne tienne pas compte des éléments institutionnels relatifs aux projets d'irri-



(*) Maurice J. Williams, qui est président du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, est un spécialiste de l'économie du développement. Ancien administrateur adjoint de l'USAID (Agence des Etats-Unis pour le développement international) et membre fondateur du Club du Sahel, il a dirigé, sur place, pendant plus de dix ans, des programmes de développement au Moyen-Orient et en Asie du Sud.

gation. On enregistre parfois des rendements peu élevés, parce que les systèmes de distribution d'eau sont mal conçus, que la gestion des ressources en eau est mal assurée et que les cultures choisies ne sont pas celles qui conviennent. En Egypte, en Iraq et au Pakistan, les deux tiers des terrains irrigués souffrent d'imprégnation d'eau et d'accumulation de sels. Ces pays ont entrepris des efforts coûteux pour drainer l'excédent d'eau et restituer aux terrains irrigués toute leur productivité.

La moitié des installations hydrotechniques existant dans les pays en voie de développement ont besoin d'être renouées et améliorées. On pourrait obtenir des rendements substantiels en consacrant un investissement relativement modeste à améliorer les rigoles et à désenvaser les petits réservoirs. Des projets plus ambitieux ont été soumis à la Conférence alimentaire mondiale de Rome: ils prévoient d'améliorer les systèmes d'irrigation existants, ce qui reviendrait à un peu plus de 21 milliards de dollars pour 46 millions d'hectares, et de lancer ensuite de nouveaux programmes d'irrigation qui représenteraient un investissement approximatif de 38 milliards de dollars pour 23 millions d'hectares environ. Si la Conférence n'a pas souscrit à ces objectifs, elle a tout de même reconnu l'importance d'une gestion améliorée des ressources en eau.

Les projets d'irrigation de petite et moyenne dimension présentent des avantages incontestables par rapport aux projets de plus grande envergure. Le premier type de projet permet en effet une certaine souplesse d'adaptation, la participation des populations locales et la gestion intégrée des multiples facteurs nécessaires à la réussite du développement agricole. Plusieurs catégories de projet peuvent être envisagées, pour détourner, pomper, emmagasiner et distribuer l'eau destinée à l'irrigation. Mais, qu'il faille ou non les irriguer, les terres de culture devraient être convenablement nivelées pour permettre une gestion plus efficace des ressources en eau. Il conviendrait que

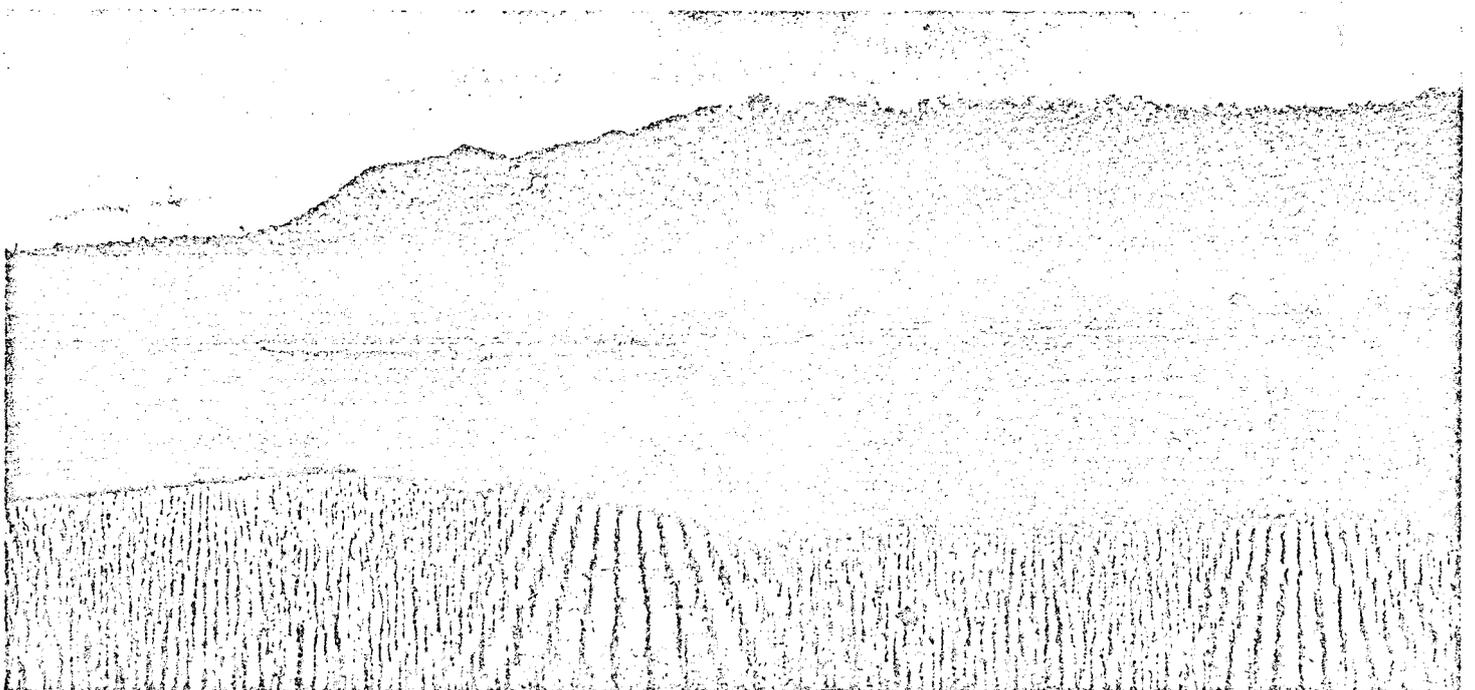
le Fonds international pour le développement agricole, récemment créé, s'intéresse de préférence à des projets hydrotechniques relativement modestes, mais qui permettent d'augmenter rapidement la production vivrière.

Priorité devrait être donnée à l'utilisation et à la conservation améliorées des ressources en eau disponibles actuellement pour la culture et l'élevage. Dans de nombreux cas, d'énormes quantités d'eau pourraient être économisées grâce à une gestion améliorée de l'agriculture. Les méthodes culturales conditionnent le débit et le degré d'imprégnation nécessaires aux sols des zones agricoles. Les techniques par aspersion et au goutte à goutte permettent de distribuer l'eau de manière très économique. L'important est d'assurer une meilleure coordination, dans leur application aux problèmes agricoles, entre les différentes interventions grâce auxquelles l'eau peut être utilisée avec efficacité.

Si il est essentiel de pratiquer une meilleure gestion des ressources en eau et des activités agricoles, il n'est pas possible de moderniser l'agriculture sans associer à cette gestion un régime d'incitations économiques permettant à l'investissement rural d'engendrer une rentabilité satisfaisante. Pour construire des marchés mieux adaptés, des routes d'accès aux villages, et un nombre important de dépôts à l'épreuve de la vermine et de l'humidité, il faut consentir des investissements supplémentaires. Beaucoup d'installations indispensables peuvent être construites par la main-d'œuvre locale, ce qui contribuera à diminuer le chômage. Mais l'investissement reste nécessaire pour fabriquer ou importer les engrais chimiques, les pesticides et les machines agricoles. Sous réserve de bien maîtriser les ressources en eau, on peut obtenir une récolte double ou triple grâce aux machines permettant d'accélérer la mise en culture, la récolte et le séchage des produits.

En tête de la liste des investissements nécessaires à l'augmentation de la production agricole dans les pays en voie de

La production de riz pourrait s'élever spectaculairement grâce à une irrigation bien menée



développement, il faut placer l'investissement humain, autrement dit celui qui porte sur les compétences de base et la santé des individus; ceci nous ramène à reconnaître l'importance d'une eau qui soit buvable sans risque. Selon les estimations du gouvernement du Venezuela, l'investissement consacré à l'approvisionnement des campagnes en eau de qualité récupéré plus de cinq fois en journées de travail supplémentaires et en productivité, ce qui devient possible grâce à meilleures conditions de santé.

Pour la période 1971-75, on estime que, dans les pays en voie de développement, près de 11 milliards de dollars au total, dont l'aide étrangère avait fourni 12% environ, ont été consacrés à la distribution d'eau aux collectivités, et 4 milliards de dollars environ aux installations sanitaires, dont 5% proviennent de sources extérieures.

La Conférence des Nations-Unies sur l'eau était saisie de la résolution de «Habitat», qui prévoit d'assurer à toutes les collectivités une eau de qualité et les installations sanitaires correspondantes pour 1990. Les objectifs visant à l'approvisionnement en eau des communautés avaient été adoptés par l'Assemblée Mondiale de la Santé en 1972, mais, à ce jour, les progrès sont loin d'être satisfaisants. Selon une enquête effectuée en 1972 par l'Organisation Mondiale de la Santé, les deux-quarts environ de la population urbaine des pays en voie de développement bénéficient de l'eau courante et de services sanitaires. La proportion retombe, dans le cas des populations rurales puisque celles-ci ne sont que 22% à bénéficier d'une eau potable de qualité et 15% à disposer d'installations sanitaires convenables. Sans un effort intégré, la situation d'un grand nombre de pays du monde risque de ne pas s'améliorer sensiblement au cours des années à venir, en ce qui concerne l'eau potable et les installations sanitaires.

Si l'on veut que les plus défavorisés bénéficient des avantages du développement, on devra admettre qu'un effort d'investissement portant sur la production vivrière, l'eau potable de qualité et l'hygiène publique constitue la clef de toute stratégie de développement. A cet effet, il faudra que les pays en voie de développement modifient profondément l'ordre des priorités qu'ils avaient fixé jusqu'ici en matière de développement et que l'aide internationale soit portée à un niveau plus élevé.

Il conviendrait que l'approvisionnement des communautés en eau courante constitue un élément prioritaire dans les programmes visant à intensifier le développement des ressources rurales au bénéfice de l'agriculture et de la production animale. Au départ, on pourrait assurer aux populations une eau de meilleure qualité, grâce à des mesures d'hygiène et à des méthodes de traitement peu compliquées. Un nombre important de personnes bénéficieraient ainsi de services simples, qui pourraient être portés à un niveau plus élevé, au fur et à mesure de l'augmentation du revenu. Un objectif intermédiaire en matière d'eau courante et d'installations sanitaires consiste à doubler le taux moyen d'investissement annuel, en faisant passer du niveau de 3 milliards de dollars où il se situait ces dernières années à 6 milliards de dollars au moins par an — l'aide extérieure passant à 1 milliard de dollars par an, contre un montant annuel de 300 millions de dollars environ pour la période précédente.

Un des objectifs de la Conférence des Nations-Unies sur l'eau vise à consacrer 9 milliards d'investissement annuel aux



Photo FAO

systemes de distribution d'eau courante et aux installations sanitaires qui y sont associées, afin de satisfaire les besoins minima pour 1990.

La meilleure solution pour atteindre les objectifs relatifs à l'alimentation, à l'eau et la santé consiste à concevoir des programmes de développement rural et d'hydrotechnique largement intégrés et à plus long terme. Ces programmes représentent une lourde charge pour les pays en voie de développement, en ce qu'ils contraignent ces derniers à améliorer leur planification, leur gestion et leur procédure de mobilisation des ressources; ils exigent donc qu'une coopération étroite s'établisse entre les donateurs et les autorités des pays en voie de développement, en vue d'augmenter les ressources financières et techniques. Le Club du Sahel représente un effort considérable de planification intégrée à long terme de la part des pays de l'Afrique sahélienne pour arriver à l'auto-suffisance alimentaire, dans le cadre d'une coopération avec les donateurs et les organisations internationales.

M. Yahia Abdal Mageed, le Secrétaire général de la Conférence des Nations-Unies sur l'eau, a souligné l'importance «d'une coopération plus étroite entre les programmes d'aide bilatérale et ceux des Nations unies et des autres systèmes internationaux, en vue d'arriver à une certaine coordination entre tous les programmes intéressant le secteur des ressources en eau. Une telle solution serait avantageuse principalement pour les pays bénéficiaires, auxquels l'aide est accordée trop souvent de manière fragmentaire et sans coordination, pour être pleinement efficace; mais elle inciterait également les donateurs à proposer des programmes mieux conçus et de plus grande envergure».

La Conférence internationale sur l'eau et les mesures d'accompagnement qui en résulteront fourniront aux gouvernements l'occasion de confirmer qu'ils soutiennent les programmes visant à assurer une alimentation convenable, une eau de qualité et un meilleur système sanitaire — grâce à une gestion satisfaisante des ressources en eau et des autres ressources — parce qu'ils les considèrent comme essentiels aux besoins de chacun. □

M.J.W.